

Denis Clerc

Économistes et écologistes : les passeurs et les radicaux

Entre économistes et écologistes, cela n'a jamais été le grand amour. Les premiers accusent les seconds de vouloir retourner à l'âge de pierre. Les seconds accusent les premiers de mettre en péril la vie pourvu que cela rapporte. Retour sur trois siècles d'une histoire compliquée, des physiocrates à Serge Latouche.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, il fut un temps – il y a deux siècles et demi – où les économistes furent écolos, alors même que le terme n'existait pas. Il s'agissait des physiocrates – terme qui signifie « puissance de la nature » – auxquels les philosophes de l'époque donnèrent pour la première fois le nom d'« économistes » (ou de « secte des économistes »). À la suite de François Quesnay, leur chef de file, ils prétendaient que toute richesse découlait de l'agriculture car c'était elle qui, en permettant de nourrir les travailleurs, rendait la société capable de produire d'autres choses : « Ce sont les richesses des fermiers qui fertilisent les terres, qui multiplient les bestiaux, qui attirent et fixent les habitants des campagnes et qui font la force et la prospérité de la nation », écrivait Quesnay¹.

Par la suite, et pour quasiment un siècle et demi, il n'en fut plus question. Puisque la nature fournit gratuitement et en abondance les ressources naturelles, le seul problème est de les exploiter, pas de les gérer. Et si Malthus, une trentaine d'années après Quesnay, avance que la production aura toujours tendance à

¹ Cité par Yves Citton dans son livre remarquable *Portrait de l'économiste physiocrate*, Éd. L'Harmattan, 2000, page 87.

retarder sur la population, ce n'est pas l'épuisement des ressources naturelles qu'il redoute, c'est la multiplication des hommes. De même, si John Stuart Mill fit l'éloge de « l'état stationnaire » dans ses *Principes d'économie politique*, au milieu du XIX^e siècle, et avança que « l'accroissement de la richesse n'est pas illimité », c'était pour des raisons éthiques, pas environnementales: « Je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité² ». Cette position annonce d'une certaine manière les analyses contemporaines de penseurs de l'écologie politique comme André Gorz. Elle souligne que ce n'est pas l'accroissement quantitatif de la production marchande qui engendre forcément le bien-être, et que l'on peut vivre mieux sans forcément produire plus³, comme le montre le passage où John Stuart Mill décrit l'état stationnaire qu'il appelait de ses vœux: « Une masse abondante et bien payée de travailleurs; pas de fortunes énormes, sauf ce que l'on a pu gagner et accumuler pendant la durée d'une vie, mais un nombre beaucoup plus grand qu'actuellement de gens exempts des labeurs les plus pénibles mais qui jouiraient de suffisamment de loisirs, à la fois physiques et intellectuels, libérés des détails mécaniques, pour leur permettre de cultiver librement les grâces de la vie afin qu'ils offrent des exemples de ces charmes aux classes moins fortunées et moins favorisées. Cette condition de la société, si grandement préférable à la condition actuelle, n'est pas seulement parfaitement compatible avec l'état stationnaire, mais encore semble être plus naturellement alliée à cet état qu'à

n'importe quel autre. »

² Voir Denis Clerc « De l'état stationnaire à la décroissance: histoire d'un concept flou », *L'économie politique* n° 22 (avril 2004).

³ Voir *Misères du présent, richesses du possible*, par André Gorz, Éd. Galilée, 1997, et *Les nouveaux indicateurs de richesse*, par Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, coll. Repères, Éd. La Découverte, 2005.

⁴ Un essai de 1928, reproduit dans *La pauvreté dans l'abondance*, Éd. Gallimard, 2002.

D'une certaine manière, ce texte fait penser à Keynes qui, trois quarts de siècle après, dans ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*⁴, avance que la croissance, en multipliant les richesses, devrait permettre d'atteindre en moins de cent ans « un point où ces besoins [ceux qui ont un caractère « absolu »] seront satisfaits, au sens où nous préférons consacrer nos énergies nouvelles à des buts non économiques. [...] Cela signifie que le problème économique n'est pas – si nous nous tournons vers le futur – le problème permanent de l'espèce humaine. » Keynes

pensait sans doute que, du fait d'une utilité marginale forcément décroissante, l'attrait de la marchandise se réduirait peu à peu et que d'autres activités, jugées plus valorisantes – la culture, les amis, la politique, pour reprendre l'énumération de Dominique Méda⁵ – viendraient progressivement se substituer aux activités économiques. Mais à court terme, le maître de Cambridge faisait de la lutte contre le cercle vicieux déflationniste et le chômage de masse involontaire la seule bataille qui vaille, et de la croissance le seul remède. D'environnement, il n'était nulle question.

L'invention du principe pollueur-payeur

Ce n'est qu'avec Arthur Cecil Pigou, dans les années 1920, que les questions environnementales commencent à être prises en compte par les économistes dans le cadre de ce qui deviendra ensuite « l'économie du bien-être ». Élève (comme Keynes) d'Alfred Marshall, le grand économiste anglais du début du xx^e siècle, Pigou reprend à son compte le concept d'économies externes introduit par ce dernier dans l'analyse économique : ce que je fais peut avoir des incidences sur le niveau de satisfaction d'autrui, soit en bien (les abeilles de mon voisin augmentent le rendement de mon verger), soit en mal (les effluents de l'élevage de cochons de mon voisin dissuadent les touristes de venir dans mon gîte). Dès lors, les prix ne reflètent plus la satisfaction d'ensemble, mais uniquement la satisfaction privée du vendeur et de l'acheteur. Pigou montra que, pour parvenir à l'optimum (le bien-être maximal de l'ensemble des consommateurs et des producteurs), il fallait donc corriger les prix par un système de taxation ou de subventions : des taxes pour faire supporter au producteur de nuisances les effets externes négatifs qu'il impose à ses voisins, des subventions pour récompenser le producteur d'effets externes positifs. Ce qui, en permettant « d'internaliser » les effets sociaux d'une décision privée, devait inciter les agents à prendre en compte ces effets sociaux et à moduler en conséquence leurs décisions. Le principe du pollueur-payeur était né. Il connut des jours fastes, puisque, sans rien changer au mécanisme même du marché (contrairement aux réglementations contraignantes), en se bornant à le corriger par un système de taxes, il devenait possible de faire coïncider intérêts privés et intérêt social (ou général).

Quant aux prélèvements sur les ressources renouvelables, autre dimension environnementale importante, il fut étudié par Harold Hotelling, un économiste américain des années 1930 : sa

conclusion fut que, pour aboutir à l'optimum, ⁵*Qu'est-ce que la richesse?*, Éd. Aubier, 1999. il suffisait que les prix de vente de ces

ressources – le pétrole par exemple – soient calculés à partir des ressources encore exploitables, de sorte qu'ils reflètent la perte de bien-être des consommateurs à venir. En d'autres termes, plus une ressource se fait rare, plus les acheteurs doivent la payer cher, et cela quel que soit son coût d'exploitation. Hotelling justifiait donc l'existence d'une rente du producteur (il vend plus cher que cela ne coûte à exploiter) par l'importance de réduire la demande au fur et à mesure de l'épuisement de la ressource. Là encore, les mécanismes du marché devaient suffire. Mais, à la différence du principe pollueur-payeur, l'intervention publique ne consistait plus à ponctionner des taxes, mais à vérifier que le niveau du prix pratiqué reflète bien le rythme d'épuisement de la ressource concernée. Ce qui revenait, en somme, à autoriser les producteurs de la ressource non renouvelable à encaisser à leur profit une taxe « privée », fonction du rythme d'épuisement. De sorte que les producteurs en question disposent de revenus supplémentaires soit pour trouver des substituts au produit en voie d'épuisement, soit pour se reconvertir dans d'autres activités.

Ces deux approches consistaient donc soit à corriger le marché en taxant les pollueurs, soit à le surveiller pour que les prix reflètent bien la rareté croissante des ressources renouvelables. Toutefois, même si l'on respectait le mécanisme du marché dans les deux cas, le rôle de l'État était renforcé et légitimé, puisque cela revenait à lui confier le rôle de représentant de l'intérêt général. Aussi tout un courant libéral s'est efforcé de trouver des procédures de marché telles que l'État ne soit pas amené à intervenir. Ronald Coase, un économiste anglais qui a reçu le Nobel d'économie en 1991, a montré que pollueur et pollué pouvaient parvenir à un arrangement mutuellement satisfaisant: il existe un prix de la pollution, qui résulte à la fois du montant maximal que le pollué est prêt à payer au pollueur pour qu'il réduise sa pollution et du montant minimal nécessaire exigé par le pollueur pour qu'il le fasse. Cette procédure de marché est meilleure que le système de la taxe, car cette dernière revient à confier à l'État le soin d'estimer le coût social de la pollution, alors que, dans le cas de la transaction privée, ce sont les acteurs concernés qui se mettent d'accord et qui peuvent donc aboutir à une évaluation plus exacte. Cette problématique marchande a d'ailleurs été retenue par le Protocole de Kyoto⁶.

Parallèlement, un autre courant (qualifié parfois de « biodynamique ») a tenté de faire prévaloir la nécessité d'une analyse systémique dans laquelle seuls doivent être pris en compte les effets globaux sur le système (qu'il s'agisse de la biosphère ou de l'ensemble du monde).

⁶ Voir l'article de Morgane Créach dans ce numéro.

Ce courant, initié par deux grands économistes américains dans les années 1960, Kenneth Boulding (d'origine anglaise) et Nicholas Georgescu-Roegen (d'origine roumaine), met en avant l'idée que la Terre est un système fermé qui ne peut donc consommer longtemps plus que ce qu'il reçoit du soleil. Boulding oppose ainsi, dans un article de 1973, l'économie de *cow-boy*, où la maximisation de la consommation repose sur la prédation et le pillage des ressources naturelles, à l'économie du cosmonaute, « pour laquelle la Terre est devenue un vaisseau spatial unique, dépourvu de réserves illimitées que ce soit pour y puiser ou pour déverser ses polluants ». C'est aussi cette approche que privilégient René Passet (en France) ou Herman Daly (aux États-Unis) : à faire passer les choses mortes (la production) avant les choses vivantes (la biosphère), l'économie scie la branche sur laquelle elle est assise. Mais, alors que Georgescu-Roegen adopte une position radicale – « même un état de croissance zéro, voire un état décroissant qui ne tendrait pas à l'annihilation, ne saurait durer éternellement dans un environnement fini⁷ » –, les autres économistes de ce courant tentent plutôt de réconcilier économie et environnement, en plaidant pour que l'économie ne joue pas les apprentis sorciers et intègre les contraintes environnementales considérées comme premières. C'est cette conciliation possible que les écologistes, le plus souvent, vont mettre en doute, parfois de façon radicale.

Les écologistes face à « l'horreur économique »

Face au peu d'intérêt des économistes dans leur ensemble pour les questions environnementales, il n'est pas étonnant que les écologistes se soient montrés sévères et aient vu dans les économistes, dans le meilleur cas des inconscients incapables de penser plus loin que le bout de leur nez, dans le pire des serviteurs zélés de puissants intérêts financiers, prêts à sacrifier l'humanité pour leur bien-être personnel.

Ainsi, Barry Commoner, un scientifique américain, entre prend à la fin des années 1960 de décrire la dégradation considérable des écosystèmes intervenue depuis la fin de la Seconde guerre mondiale aux États-Unis : « On peut faire remonter la plupart des problèmes de pollution à une série de transformations techniques qui sont intervenues dans l'industrie et dans l'agriculture à partir de 1946. » Parce que, avance-t-il, « les techniques nouvelles, beaucoup plus polluantes que les anciennes auxquelles elles se sont substituées, permettaient également

⁷ *La décroissance*, Éd. Le sang de la terre, 1995, page 112. Il s'agit de la 2^e édition d'un livre primitivement paru en 1979 aux Éd. P.-M. Favre (Lausanne), sous le titre *Demain la décroissance*, édition enrichie d'un essai paru en 1982. N. Georgescu-Roegen est mort en 1994.

d'obtenir des bénéfices plus substantiels⁸ ». En d'autres termes, la course au profit – dans laquelle les économistes voient le plus souvent le signe de l'adéquation d'une production à une demande – est responsable de la dégradation de l'environnement et aucun mécanisme autorégulateur ne peut se mettre en place, parce que les dégâts sont supportés par tout le monde, tandis que les profits sont appropriés par les entreprises. Barry Commoner avance donc « qu'en toute logique, la production doit être dirigée en tenant compte des critères sociaux plutôt que des intérêts privés », grâce à une taxation des entreprises proportionnelle aux effets négatifs que leur production provoque sur l'environnement et à une allocation différenciée des ressources énergétiques privilégiant les entreprises les plus « vertueuses ». Bref, une économie assez fortement dirigée, mettant en pratique les propositions de Pigou et visant à atteindre l'état stationnaire de Mill⁹.

Toutefois, c'est la parution de *Halte à la croissance ?*, rédigé par deux physiciens, Dennis et Donella Meadows, et leurs collaborateurs, qui, en 1972, va avoir le plus grand impact médiatique. Commandé par le Club

⁸ *L'encerclement*, Éd. du Seuil, 1972, pages 258 et 259. L'édition originale (*The Closing Circle*) est parue en 1971.

⁹ Sur ce dernier point, Commoner parle de « croissance nulle », de manière à « mettre fin à l'accumulation du capital », ce qu'il justifie ainsi : « Si l'accumulation du capital provenant des bénéfices est la principale force motrice de ce système, [...] on voit mal comment il pourrait continuer à fonctionner dans les conditions de "croissance nulle" ».

¹⁰ Un Club intellectuel né en 1968 à Rome (d'où son nom) pour « réfléchir sur une nouvelle approche des vastes et complexes problèmes de notre temps », à l'initiative d'Aurelio Peccei, ancien dirigeant de Fiat puis d'Olivetti. Le rapport Meadows, commandé au MIT de Boston, fut financé par un don de 200 000 dollars de Volkswagen.

de Rome¹⁰ au Massachusetts Institute of Technology (MIT), il obtient un énorme succès (un million d'exemplaires vendus dans le monde) qui montre, un an avant le premier choc pétrolier de 1973 que l'opinion publique se pose des questions sur le caractère pérenne de la croissance économique. Pour éviter l'épuisement des ressources naturelles, la multiplication des pollutions et l'augmentation de la population mondiale – les trois limites sur lesquelles, inéluctablement, tout accroissement à rythme constant (ou croissance exponentielle) de la production viendra tôt ou tard buter, provoquant une catastrophe écologique susceptible de mettre en cause la survie même de l'humanité –, le rapport préconisait d'entamer sans tarder une transition vers un « état d'équilibre », caractérisé par un arrêt de la croissance démographique et de celle du capital investi : « Chaque jour pendant lequel se poursuit la croissance exponentielle rapproche notre écosystème mondial des limites ultimes de sa croissance. Décider de ne rien faire, c'est décider d'accroître le risque



d'effondrement. Nous ne savons pas avec certitude pendant combien de temps encore l'humanité pourra différer une politique de contrôle de sa croissance, avant de perdre irrémédiablement la chance de pouvoir exercer ce contrôle. Nous estimons, en l'état actuel de nos connaissances sur les limites physiques de la planète, que la phase de croissance ne pourra durer un siècle de plus. » Et que l'on ne compte pas sur le pouvoir de la technologie pour échapper à cette douloureuse remise en question : « Le progrès technique peut atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais il n'en éliminera pas la cause profonde¹¹. »

Le livre suscita de vives polémiques. Un économiste anglais relativement connu, Wilfræd Beckerman, demanda même « De quel degré de bêtise devez-vous faire montre pour être admis au Club de Rome ? », tandis que l'hebdomadaire anglais libéral *The Economist* estima que ce rapport dépassait « la cote d'alerte du non-sens rétrograde ». Plus sérieusement, le débat ouvert par la publication de ce rapport porta sur trois points. D'abord, les données sur lesquelles il s'appuie sont-elles suffisantes ? En particulier, en s'intéressant aux prévisions de consommation énergétique élaborées par les producteurs d'énergie eux-mêmes, qui ont évidemment tendance à gonfler la demande pour leurs propres activités, les auteurs du rapport ont introduit un biais important dans leurs prévisions. Ensuite, le contenu de la croissance, et la façon dont ses fruits sont répartis, ne sont-ils pas en mesure de modifier les choses du tout au tout ? En effet, l'impact de la croissance sur les ressources non renouvelables et la pollution n'est évidemment pas du tout le même selon que celle-ci s'appuie sur une production accrue d'automobiles ou sur l'utilisation accrue de téléphones portables. Enfin, et surtout, le modèle utilisé n'a-t-il pas eu tendance à sous-estimer les évolutions technologiques ? Dans *L'anti-Malthus : une critique de « Halte à la croissance »*, un livre collectif dirigé par Christopher Freeman, Maria Jahoda, Hugh Cole et Keith Pavitt¹², les auteurs font remarquer, par exemple, qu'« une prévision établie en 1870 n'aurait pas tenu compte de la principale source d'énergie en 1970 (le pétrole) et pas plus de la source d'énergie nouvelle qui croît le plus rapidement (l'énergie nucléaire) ». Le titre même de cet ouvrage n'est évidemment pas choisi au hasard : c'est parce que, comme Malthus, le rapport Meadows n'a pas pris en compte les possibilités d'évolution technologique (et sociale) que ses prédictions ont peu de probabilité de se concrétiser.

Avec le rapport Meadows, les écologistes faisaient une entrée remarquée sur la scène publique, d'autant que, l'année suivante, le premier choc pétrolier semblait leur donner

¹¹ *Op. cit.*, respectivement page 286 et page 258.

¹² Paru en 1973, traduit aux Éd. du Seuil en 1974.



raison. S'ensuivirent d'innombrables parutions, d'une tonalité en général de plus en plus radicale¹³. Car, aussi bien Commoner que Meadows se situaient plutôt dans le registre « réformiste ». Nul besoin d'une révolution copernicienne pour réconcilier économie et écologie, mais un contrôle social plus efficace des firmes, de la population (arrêt de la croissance démographique, voire décroissance) et un appel à la conscience des consommateurs. L'un et l'autre, d'ailleurs, se gardant bien de prendre position par rapport au marché et aux formes de contrôle souhaitables. Sans doute parce qu'ils pensaient que, face à une contrainte plus forte de la part de la collectivité, les firmes et les consommateurs changeraient de comportement, qu'ils s'adapteraient et feraient preuve de « résilience ».

Au contraire, ceux que nous regroupons sous le nom de « radicaux », bien qu'ils aient développé des analyses très différentes les uns des autres, ont en commun l'idée que notre système économique n'est pas compatible avec la préservation des équilibres écologiques. L'humanité ne peut donc espérer un avenir que si elle rompt radicalement avec ce modèle qui nous mène inéluctablement à la catastrophe, parce que les

¹³ Il faudrait nuancer: Lester Brown, par exemple, fondateur du World Watch Institute, qui publie chaque année *L'état de la planète* (Éd. Economica), avance, dans *Éco-économie* (éd. du Seuil, 2003) qu'il est possible de restructurer l'économie sans drama et que la réforme de la fiscalité peut être un instrument central pour y parvenir progressivement.

¹⁴ Voir Jacques Ellul, *l'homme qui avait presque tout prévu*, par Jean-Luc Porquet, Éd. Le Cherche-Midi, 2003.

¹⁵ C'est dans *La convivialité* (Éd. du Seuil, 1973) qu'Ivan Illich a le mieux développé ses thèses. Cet ouvrage vient d'être réédité dans le volume I des Œuvres complètes d'Ivan Illich (éd. Fayard, 2003), volume qui comprend en outre *Libérer l'avenir, Une société sans école, Énergie et équité* et *Némésis médicale*.

réformes partielles ne peuvent être qu'emplâtres sur jambe de bois.

Critique radicale de la technique et apologie de la décroissance

Un premier courant met en cause la société technicienne et le modèle de production auquel elle a donné naissance. Il est représenté principalement par Jacques Ellul, Ivan Illich et André Gorz (qui a aussi écrit sous le pseudonyme de Michel Bosquet), qui sont moins des écologistes que des critiques de la société industrielle. Jacques Ellul¹⁴ a passé sa vie à dénoncer les dangers d'une technique qui asservit plus qu'elle ne libère et appauvrit les uns en prétendant améliorer le sort des autres. Ivan Illich (mort en 2002) dénonce, dans ses livres, les marchandises prothèses qui donnent à chacun l'illusion qu'il peut améliorer son sort alors que, en réalité, cela contribue à la dégradation de la situation pour tous: les outils dont nous nous servons nous asservissent au lieu de nous libérer¹⁵. L'outil complexe, celui qui nous

rend dépendant de la société, est contre-productif, parce qu'il nous éloigne de l'autonomie recherchée: « De travailleur maladroit, l'homme est devenu un intoxiqué malheureux », écrit-il¹⁶ ironiquement. En libérant la capacité productive par le recours à des méga-outils, l'homme, loin de combler ses manques, a accru ses besoins et ressent plus douloureusement encore les besoins qu'il ne parvient pas à combler: « Le phénomène humain ne se définit donc plus par ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous prenons ou rêvons, ni par le mythe que nous pouvons nous produire nous extrayant de la rareté, mais par la mesure de ce dont nous manquons et, donc, dont nous avons besoin. » Dans cette lignée, bien des auteurs vont s'efforcer d'imaginer des « technologies adaptées », « douces » ou « appropriées ». C'est le cas, notamment, d'Ingmar Granstedt (*L'impasse industrielle*, Éd. du Seuil, 1980), d'Ernst F. Schumacher (*Small is beautiful*, Éd. du Seuil, 1978), de Murray Bookchin (*Pour une société écologique*, Éd. Christian Bourgois, 1976), avec des nuances fortes d'un auteur à l'autre: Schumacher y voit surtout une question de taille, Bookchin de respect de la nature, Granstedt (sans doute le plus proche d'Illich de ce point de vue) d'autonomie des utilisateurs¹⁷.

André Gorz, tout en rejoignant Ivan Illich sur la critique du modèle de production industriel, se montre à la fois plus critique et moins radical. Plus critique, puisqu'il soutient la thèse que non seulement les techniques réduisent la capacité des hommes à résoudre leurs problèmes, mais que, de plus, dans notre système social capitaliste, elles engendrent des inégalités d'accès qui produisent de la pauvreté relative et de l'exclusion au moment même où elles réduisent cette capacité à agir: « la richesse rend pauvre », écrit-il dans *Écologie et politique*¹⁸, ou encore, à propos de la médecine, « le développement des techniques médicales crée plus de pénuries, d'inégalités et de frustrations qu'il ne satisfait de besoins, tout en entretenant la pire des illusions, à savoir: que la médecine saura bientôt guérir toutes les maladies et qu'il n'est donc pas

¹⁶Dans *La perte des sens*, Éd. Fayard, 2004, page 75. L'essai d'où est extraite cette citation (« L'histoire des besoins ») a été écrit en 1988. La citation qui suit est tirée du même texte, page 78.

¹⁷Ce qui vaudra une vive réaction notamment d'Arghiri Emmanuel, un marxiste hétérodoxe, qui, contestant l'idée que les pays du tiers monde devraient adopter ces technologies pour échapper à l'impérialisme industriel et ouvrir des alternatives originales au modèle économique dominant: dans *Technologie appropriée ou technologie sous-développée?* (Éd. PUF, 1981), il soutient la thèse que, pour échapper au sous-développement, il faut gagner en productivité, alors que les technologies « appropriées » ne le permettent pas.

¹⁸Recueil d'articles publiés essentiellement au début des années 1970 sous le pseudonyme de Michel Bosquet et d'abord édité chez Galilée (1975), puis au Seuil (1978).

urgent de les prévenir ». Mais, moins radical qu'Ivan Illich, André Gorz fera assez vite la distinction entre un secteur de production dans lequel, par souci d'efficacité, il faudra bien conserver les techniques de production hautement productives, qu'il appelle « hétéronomes » (comment fabriquer une montre ou une bicyclette sans des outils complexes?) et un autre secteur, qu'il qualifie d'« autonome », dans lequel chacun produit pour son plaisir, l'œuvre – où chacun s'exprime – se substituant au travail, qui est forcément aliénant. Il ne récuse donc pas la marchandise, au contraire d'Illich, mais en limite la place dans la société (la sphère productive) et s'efforce au contraire de développer le secteur non marchand, la sphère de l'autoproduction, qui devrait prendre une place croissante au fur et à mesure que l'efficacité du travail s'accroît dans la sphère marchande, permettant de réduire le temps « contraint » consacré à cette production hétéronome. Si le capitalisme est haïssable, ce n'est pas en raison de la propriété privée des moyens de production, mais parce que la logique de croissance indéfinie du capital et la marchandise y deviennent hégémoniques et que les relations sociales marquées par l'argent tendent à s'y substituer à toutes les autres formes de relations sociales¹⁹.

Un deuxième courant, plus ou moins inspiré par Georgescu-Roegen, proclame la nécessité de la décroissance. Les deux auteurs les plus importants de ce courant (qui en comprend beaucoup d'autres) sont François Partant et Serge Latouche. Le nom du premier cachait un haut fonctionnaire de la Caisse centrale de coopération économique (aujourd'hui Agence française de développement), spécialiste du financement du développement, François Roche, mort en 1987, qui avait fini par refuser de cautionner un système dont l'expérience de terrain lui montrait que, sous le nom trompeur de « développement », il n'engendrait qu'appauvrissement et désillusions pour la grande masse de la population. Le modèle occidental de « développement »,

¹⁹À certains égards (philosophie mise à part), Murray Bookchin aboutit à des conclusions similaires: « La société est-elle si "complexe" que l'idée d'une technologie décentralisée au service de la vie soit incompatible avec une civilisation industrielle évoluée? À cette question, je réponds catégoriquement non », dans *Pour une société écologique*, page 135.

parce qu'il joue les rouleaux compresseurs dans des sociétés où existent des modes de production et de répartition bien différents de ceux qui prévalent sur le marché capitaliste, provoque la disparition des structures traditionnelles, donc à la fois une paupérisation dramatique de tous ceux qui n'auront pas réussi à trouver place dans le train du « développement » et des déséquilibres environnementaux majeurs. Durant la période précoloniale, les sociétés de l'actuel tiers



monde « maîtrisaient les conditions de leur propre reproduction sociale²⁰ », elles sont aujourd'hui devenues totalement dépendantes, tandis qu'une partie de leur population est marginalisée. Le modèle de développement est également destructeur au Nord : pas seulement de ressources naturelles ou de qualité de vie, mais aussi d'emplois, d'autonomie (terrain sur lequel il rejoint Illich), de capacité productive faute de demande suffisante. Accusé de « catastrophisme » (notamment par l'auteur de ces lignes), François Partant réagit vivement et écrit : « Quelques nations vivent depuis deux siècles d'une manière tout à fait anormale, du moins dans la mesure où l'on peut trouver anormal le statut d'une bourgeoisie possédante au sein d'une nation composée d'une majorité de gens misérables. Leur appauvrissement ne constitue pas un drame pour l'humanité. Bien au contraire, il peut être une chance à saisir²¹ ».

La problématique de Serge Latouche est proche²². Professeur émérite à Paris-XI, il n'annonce pas les lendemains qui déchanteront, mais dénonce la mystification dont sont porteurs les termes de « progrès » et de « croissance » auxquels croient encore la plupart des gens, parce qu'ils en espèrent un avenir meilleur. Or ce n'est pas le bonheur qui est au rendez-vous, mais des formes variées d'asservissement. Le triomphe de l'économie marchande aboutit à banaliser le mal, d'abord en assurant la domination de l'avoir sur l'être, ensuite en faisant miroiter aux plus pauvres un avenir meilleur alors qu'il ne peut être que pire, enfin en laissant croire que les problèmes sociaux peuvent être résolus par le recours à la technique, alors que celle-ci déshumanise l'homme et aggrave les fossés qui se creusent entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui le subissent. Alors que François Partant prédit l'inévitable effondrement d'un « développement » qui consiste à produire de plus en plus avec de moins en moins de monde et creuse ainsi la tombe d'une société qui produit des pauvres en s'enrichissant, Serge Latouche base sa critique davantage sur les questions de sens, d'éthique, de philosophie. Ce qui l'amène à reprendre la problématique (et les concepts) d'André Gorz : « Le fait que la société issue des Lumières, émancipée de toute transcendance et de toute tradition, ait véritablement renoncé à son autonomie et se soit abandonnée

²⁰ *La fin du développement, naissance d'une alternative?*, François Partant, coll. Babel, Éd. Actes Sud, 1997, page 49 (la 1^{re} édition de ce livre date de 1982).

²¹ « La crise », note à propos du livre de Denis Clerc, Alain Lipietz et Joël Satre-Buisson portant ce titre (*La crise*, Éd. Syros, 1984), reproduite dans *Cette crise qui n'en est pas une*, Éd. L'Harmattan, 1994.

²² *Justice sans limites*, Éd. Fayard, 2003. Voir aussi *L'occidentalisation du monde*, éd. La Découverte, 1989, ou *Les dangers du marché planétaire*, Éd. Presses de Sciences Po, 1998.



à la régulation hétéronome de mécanismes automatiques pour se soumettre aux lois du marché et à celles du système technicien, en est venu à constituer un danger mortel pour la survie de l'humanité²³ ». Mais la conclusion est la même que celle de Partant : pour en finir avec l'aliénation, il faut rompre avec la croissance, et engager un mouvement de décroissance qu'il qualifie de soutenable parce qu'elle vise à vivre aussi bien (voire mieux) avec moins.

Ne pas désespérer des économistes !

De cette confrontation entre économistes et écologistes, on peut tirer deux leçons. La première est que les préoccupations environnementales n'ont pas encore entamé les solides certitudes de la grande majorité des économistes, qui se refusent à admettre l'idée de limites. Certes, ce rapide tour d'horizon n'a pas permis de rendre justice à des économistes comme Alain Lipietz (*Qu'est-ce que l'écologie politique?*, Éd. La Découverte, 1999), Michel Beaud (*Le basculement du monde*, Éd. La Découverte, 1997), Pierre-Noël Giraud (*Économie, le grand Satan?*, Éd. Textuel, 1998), Christian Comélieu (*Les impasses de la modernité*, Éd. du Seuil, 2000), Jean-Paul Maréchal (*Le rationnel et le raisonnable*, Éd. Presses universitaires de Rennes, 1997), Jean-Marie Harribey (*Le développement soutenable*, Éd. Economica, 1998), et bien d'autres, qui ont souligné la nécessité de rompre avec le paradigme d'une croissance

²³ *La mégamachine, raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès*, Éd. La Découverte/MAUSS, 1995, pages 21-22.

²⁴ Voir le rapport de Roger Guesnerie au Conseil d'analyse économique sur « Kyoto et l'économie de l'effet de serre », Éd. La Documentation française, 2003. Cédric Philibert est économiste à l'Agence internationale de l'énergie, Jean-Charles Hourcade participe à la Mission interministérielle sur l'effet de serre, Pierre Radanne est l'ancien président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), Benjamin Dessus anime l'association Global Chance.

indéfinie dans un monde fini. La problématique du développement durable, pour confuse, voire fourre-tout, qu'elle soit souvent, montre néanmoins que, sans aller jusqu'à une remise en cause, les certitudes établies commencent à se fissurer.

La seconde est qu'il est possible de progresser dans la voie d'un développement moins insoutenable sans forcément tout bouleverser. Simplement en modifiant certaines pratiques productives ou certaines formes d'organisation sociale. Ainsi, en France, des approches comme celles de Cédric Philibert, Jean-Charles Hourcade, Pierre Radanne, Benjamin Dessus, Roger Guesnerie²⁴, qui s'intéressent à des cas concrets plutôt qu'à des raisonnements théoriques, montrent, à partir des instruments actuels, qu'il existe dès aujourd'hui des solutions alternatives capables de prendre en



compte l'intérêt des générations futures. Certes, il ne s'agit pas de bouleversements majeurs, et leurs approches n'ont pas prétention à proposer un modèle socio-économique de rechange, contrairement à ce qu'essayent de proposer les approches des écologistes radicaux. Mais elles contribuent à montrer que la plasticité même de l'économie de marché, pour peu que l'État s'en mêle et mette en place des contraintes ou des incitations adéquates, est capable de réduire sensiblement l'empreinte écologique de l'activité humaine. C'est sans doute ce qui permet de ne pas totalement désespérer des économistes en général...



